

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET DE SERVICES



Université de Haute-Alsace
2, rue des Frères Lumière
68093 Mulhouse Cedex

FOURNITURE DE PRODUITS CONSOMMABLES ET MATERIEL D'ENTRETIEN POUR L'UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHE N° 2025-015-001

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 1
-----	--	-----------

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET ET DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.1. Objet de l'accord-cadre	4
1.2. Décomposition du contrat	4
1.3. Mode de passation	4
1.4. Forme et durée de l'accord-cadre	4
1.5. Exclusions et exclusivités	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS	5
ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1. Dispositions diverses	5
3.2 Détail	6
ARTICLE 4 : DELAIS ET CONDITIONS DE LIVRAISON	9
4.1. Délais d'établissement des devis	9
4.2. Délais de livraison	9
4.3. Rupture de stock	10
4.4. Conditions de stockage, emballage et transport	10
4.5. Conditions de livraison	10
4.6. Modalités de reprise des produits	11
4.7. Lieux de livraison	11
ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 6 : GARANTIES ET MAINTENANCE	12
6.1. Garanties légales	12
6.2. Garantie contractuelle	12
ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE (sous-traitance réservée aux marchés de travaux ou de services)	12
ARTICLE 8 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
ARTICLE 9 : MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	13
9.1. Caractéristiques des prix pratiqués	13
ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT	15
10.1. Présentation des demandes de paiement	15
10.2. Délai global de paiement et mode de règlement	16
ARTICLE 11 : PENALITES	16

11.1. Pénalités de retard : émission des devis et des statistiques, installation et maintenance des distributeurs	16
11.2. Pénalités de retard de livraison	16
11.3. Pénalités pour défaut d'information relative à un retard.....	17
11.4. Exécution par défaut.....	17
11.5. Pénalités pour non-respect des obligations du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé 17	17
ARTICLE 12 : ASSURANCES	17
ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE	18
ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	18
ARTICLE 15 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE.....	18
15.1. Changement de dénomination sociale du titulaire	18
15.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché	18
ARTICLE 16 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	18
ARTICLE 17 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	19
ARTICLE 18 : DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS.....	19
ARTICLE 19 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD).....	20
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	20

ARTICLE 1 : OBJET ET DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent les prestations ci-dessous désignées :

FOURNITURE DE PRODUITS CONSOMMABLES ET MATERIEL D'ENTRETIEN POUR L'UNIVERSITE DE HAUTEALSACE

Pour information, les surfaces « balayées » de l'Université sont de l'ordre de 118 900 m² (dont 104 200 m² en régie) pour différents types de locaux : administration (bureaux et salles de réunion), salles de cours / amphithéâtres, laboratoires / salles de TD / TP, sanitaires, circulations et locaux divers (cuisines, foyers étudiants, ateliers...).

1.2. Décomposition du contrat

Ce marché comporte un lot unique.

1.3. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

En application de l'article R2322-8, l'UHA pourra recourir à la passation d'un marché complémentaire de fournitures.

1.4. Forme et durée de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre :

- Exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- Mono-attributaire, au sens des articles R2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

A titre d'information et sans aucun caractère contractuel :

La moyenne des dépenses annuelles 2021-2024 pour l'Université de Haute-Alsace était estimé à :

- Produits, consommables et matériel d'entretien : 36 700 € HT / an

Pour toute la durée du marché, période reconduction comprises, le montant maximum est le suivant : 440 000 € HT. Il est précisé que ce montant maximum ne constitue en aucun cas une estimation ou une budgétisation, mais uniquement une limitation contractuelle (au-delà de laquelle les titulaires ne sont plus tenus par leurs engagements), conformément à la jurisprudence européenne en vigueur et au décret du 23 août 2021

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa notification. Il sera ensuite reconductible trois fois pour une même durée sans que sa durée totale ne puisse excéder **quatre ans**. Toutefois, le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché en avisant le titulaire par courrier recommandé avec accusé réception, 2 (deux) mois avant la date anniversaire du marché.

Date prévisionnel de notification du marché : **juillet 2025**.

1.5. Exclusions et exclusivités

1.5.1. - Dispositions

Les prestations suivantes sont exclues du présent marché :

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 4
-----	--	-----------

- Les sacs et conditionnements spécifiques au traitement des déchets chimiques ;
- Les vêtements de travail destinés aux agents d'entretien ;
- Les collecteurs de déchets : poubelles et conteneur poubelle ;

Les prestations peuvent être achetées dans le cadre du présent marché, sans exclusivité du titulaire et sans que celui-ci puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice en cas d'achat auprès d'un tiers :

- Les équipements d'entretien, hors petits matériel courant : machines telles que les auto-laveuses, monobrosses, etc. ;
- Les produits désinfectants, détergents ayant un fort pouvoir d'élimination des bactéries et utilisés par les laboratoires de recherche ;

Concernant les fournitures prévues au BPU, l'Université s'engage à passer commande de manière exclusive auprès du titulaire de l'accord-cadre.

Concernant les fournitures prévues au catalogue, le titulaire dispose également de l'exclusivité des fournitures relevant du périmètre de l'accord-cadre (à l'exclusion des articles sans exclusivité cités ci-dessus). Cependant, l'Université se réserve le droit de recourir de façon ponctuelle à d'autres prestataires que le titulaire lorsqu'elle constate une différence de prix d'au moins 15% entre le prix proposé par le titulaire et le prix constaté chez un autre fournisseur, pour une fourniture équivalente.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- Le Bordereau des Prix (B.P.U) annexe 1 à l'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes,
- Le cadre de mémoire technique annexe à l'acte d'engagement, complété par le candidat, accompagné d'un catalogue complet des produits objets du marché, et des fiches techniques / FDS
- Le Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures et services, dans sa version en vigueur au 30 mars 2021.
(Ce cahier n'est pas joint au dossier, le soumissionnaire étant censé le connaître).

Seuls les exemplaires originaux conservés au niveau de l'administration font foi.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. Dispositions diverses

Les produits fournis doivent être conformes dans tous les domaines (fabrication, emballage, étiquetage, sécurité, antiparasitage, respect de la santé et de l'environnement, etc.) :

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 5
-----	--	-----------

- Aux caractéristiques détaillées dans les « BPU » et à l'article 3 du présent CCP. Ces caractéristiques détaillées **sont les caractéristiques minimales que doivent respecter les produits que le titulaire s'engage à fournir.**
- Aux dispositions édictées en la matière par les lois et règlements et par leurs textes d'application, soit généraux, soit spécifiques de chaque produit ;
- Aux normes de sécurité françaises et européennes, en vigueur au moment de la livraison.

Dans le respect des caractéristiques techniques minimales fixées par l'université, le titulaire doit également s'efforcer de fournir des produits qui présentent un niveau de performance environnementale aussi élevé que possible.

Les actions porteront essentiellement sur :

- Le conditionnement ;
- L'accompagnement de l'utilisateur à l'utilisation de la juste dose ;
- La gestion / limitation des déchets, des contenants et des emballages ;
- La biodégradabilité ;
- La limitation des substances dangereuses dans les conditions d'utilisation préconisées ; ➤ L'absence formelle de substances toxiques, cancérogènes, mutagènes, repro-toxiques.

De plus, les produits et les petits matériels de nettoyage doivent contribuer à l'efficacité du service, le titulaire doit proposer également des produits présentant les **meilleures performances techniques et ergonomiques** ainsi que les **meilleures garanties en termes d'efficacité, de durabilité et de coût d'utilisation**. Par ailleurs, les produits proposés devront être polyvalents tout en étant adaptés à l'ensemble des surfaces et sols de l'Université (sols souples, linoléum, moquette, carrelage, parquet, salles de cours, bureaux, etc...).

Le conditionnement proposé dans le Bordereau des Prix Unitaires, devra impérativement être adapté aux besoins de l'Université, sachant que les quantités estimatives indiquées concerne le volume global annuel estimé ; ce volume est fragmenté dans le temps et entre les différents services/composantes de l'UHA (cf. sites de livraison UHA en annexe). A défaut, un prix à l'unité devra être renseigné.

Le titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires à la prise en compte des considérations environnementales en cohérence avec la politique menée au sein de l'Université de Haute-Alsace.

La fourniture des **fiches techniques** avec la composition de produits est **obligatoire**. Ces fiches devront indiquer clairement toutes les normes d'hygiène et de sécurité relatives à l'utilisation des produits qu'elles décrivent ainsi que celles inhérentes au respect de l'environnement.

De plus, ces fiches ainsi que **les fiches de données de sécurité** (qui doivent impérativement contenir un numéro d'appel pour tout renseignement et urgences) devront être facilement accessibles durant toute la durée du marché. Tous ces documents doivent obligatoirement être rédigés en langue française. En cas de révision des fiches en cours de marché, le titulaire devra faire parvenir les nouvelles fiches à jour.

3.2 Détail

3.2.1. - Dispositions :

Sont inclus dans le présent accord-cadre :

- Les fournitures indiquées dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Toutes les fournitures répertoriées dans le(s) catalogue(s) du titulaire. **Ces articles devront être obligatoirement en lien avec l'objet considéré.**

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 6
-----	--	-----------

- Le cas échéant, tous les autres articles non répertoriés mais susceptibles d'être fournis : dans ce cas, ces articles devront être précisés dans un bordereau de prix supplémentaire ou un devis signé par le titulaire. **Ces articles devront être obligatoirement en lien avec l'objet considéré.**

Catalogue

Dès notification du marché, le titulaire indiquera à l'Université le lien où consulter son catalogue.

En cas d'absence de catalogue sur son site internet, le titulaire remettra alors gratuitement quinze (15) catalogues au Service achats et marchés publics de l'Université qui se chargera de les répartir dans les différentes composantes/services de l'Université.

Les catalogues et tarifs devront être clairs et d'une consultation aisée.

Evolution de la gamme de produits

• **A l'initiative du Titulaire**

Pendant l'exécution du marché, un produit désigné au BPU, pourra être remplacé par un nouveau produit. Ce nouveau produit présenté par le titulaire devra comporter les caractéristiques et performances au moins équivalentes à coût égal ou inférieur au produit substitué.

Le Pouvoir Adjudicateur (PA) s'engage à répondre dans un délai d'1 (un) mois à compter de la réception de la demande de modification de produits, et il se réserve le droit de refuser le nouveau produit si celui-ci ne correspond pas aux caractéristiques du produit initial.

Toute demande de remplacement de produit doit être adressée uniquement au service désigné « référent » pour ce marché, en l'occurrence au service achats et marchés publics de l'Université de Haute-Alsace.

Tout remplacement de produit accepté par le PA ou son représentant dûment mandaté, sera acté par un courriel émit via la plateforme achats dématérialisée du PA (PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>)

De même, les fiches techniques et fiches de données de sécurité de ces produits ou gammes de remplacement devront être obligatoirement communiquées.

• **A l'initiative de l'Université dans le cadre du plan de progrès**

Chaque année, après analyse des statistiques de consommations et du retour satisfaction des utilisateurs, l'Université pourra demander au Titulaire de remplacer certains produits du BPU avec faible volume d'achat par d'autres, dont un besoin émergent aura été détecté par l'Université. Dans les 15 jours suivants la demande de l'Université, le Titulaire enverra sa proposition à l'Université, qui la validera ou en rediscutera avec le Titulaire.

Echantillons - démonstration

• **Lors de la remise des offres**

Certains produits identifiés dans le BPU feront l'objet d'un test ayant pour objectifs : de contrôler la conformité des produits aux spécifications du cahier des charges, de procéder à un examen comparatif des offres.

A cet effet, les candidats devront fournir, à titre gracieux avec leur offre, des échantillons de ces produits avec fiches techniques et fiches de sécurité. Ces échantillons seront mis en œuvre par les agents de service et leur encadrement, dans les conditions réelles de nettoyage, et de manière identique pour tous les candidats.

Aussi, les **échantillons** fournis pour le jugement des offres devront être conformes aux produits définis dans l'annexe n°3 au règlement de consultation et conformes aux produits qui seront fournis lors de l'exécution du marché.

□ **En cours d'exécution de l'accord-cadre**

Sur demande de l'Université, le Titulaire pourra être amené à mettre à disposition des échantillons ou à procéder à des démonstrations.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 7
-----	--	-----------

Statistiques

Le Titulaire s'engage à fournir des statistiques annuelles sous format fichier Excel (ou équivalent, exploitable sur Excel). Par ailleurs, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de solliciter des statistiques à la demande. Les statistiques comporteront au minimum les données suivantes : point de facturation (code client), désignation du produit, référence catalogue et/ou BPU du produit, quantités commandées, conditionnement, CA HT, part des produits achetés sur BPU et part des produits achetés hors-BPU, part des achats « hors-marché », statistiques globales UHA, statistiques détaillées par point de facturation. Les statistiques devront être envoyées dans un délai de 15 jours ouvrés à réception de la demande de l'Université.

3.2.2 Dispositions particulières pour tous les sites de l'Université

Les fournitures suivantes sont concernées :

- Produits pour l'entretien des sols et surfaces ;
- Produits pour l'entretien des sanitaires ;
- Sacs poubelles ;
- Gants pour le ménage ;
- Entretien du linge et de la cuisine ;
- Brosserie et consommables ;
- Matériel et accessoires ;
- Pompes doseuses et accessoires.

Le titulaire devra être en mesure de fournir l'ensemble de ces produits. Aussi, concernant les produits non écologiques, il s'engage à distribuer des produits respectant l'ensemble des normes environnementales, sanitaires et d'hygiène en vigueur et adaptés. Les produits devront être conformes à une utilisation dans les établissements recevant du public (ERP), de type milieu de gamme.

Formation

Formation « protocoles d'entretien »

Le titulaire s'engage à assurer des sessions de formation sur site à la correcte utilisation des protocoles d'entretien et à la bonne appropriation des produits (dosage, dilution, FDS, FT...) et matériels proposés auprès des personnels utilisateurs (notamment le matériel ergonomique).

Ces sessions de formation seront programmées dans les deux (2) mois qui suivent la notification du marché selon un planning défini avec le Service Achats et Marchés Publics de l'Université. Idéalement, il est demandé au titulaire de se rendre sur chacun des sites (entre 10 et 16) pour rencontrer les équipes d'agents de chaque service/composante.

Elles pourront être renouvelées (dans la limite d'une session par an) à la demande du pouvoir adjudicateur pendant la durée d'exécution du marché.

Dans le cas où de nouveaux produits seraient présentés par le titulaire, une session d'information sera également organisée par le titulaire.

□ Mise en place de méthodes de nettoyage : prise en compte des TMS et du développement durable

Afin de limiter les risques TMS, de limiter l'utilisation des gazes imprégnées, de limiter et d'optimiser l'utilisation de produits, l'Université souhaite déployée la méthode de nettoyage, de type méthode pré imprégnation / bio nettoyage ou méthode de nettoyage à la microfibre de type "Décitex".

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 8
-----	--	-----------

Le candidat proposera dans le bordereau des prix unitaires, l'ensemble du matériel et accessoires nécessaires pour équiper les agents et entretenir les locaux (hors produits). Il précisera et argumentera le choix du modèle proposé dans le cadre de mémoire.

Un **accompagnement fort** du prestataire est attendu dans la mise en place de cette méthode.

Ces articles étant intégrés du BPU, ils pourront être achetés à tout moment au cours de l'exécution de l'accordcadre.

ARTICLE 4 : DELAIS ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Pour information :

Les délais ci-dessous sont exprimés en heures ou en jour, décomptés sur jours ouvrés. *Exemple* :

- *Devis : délai de 72h00 => demande mardi 15h00 – envoi avant vendredi 15h00*
- *Commande : délai de 5 jours => commande vendredi – livraison avant le jeudi suivant.*

Le Titulaire peut mentionner une heure limite de commande, au-delà de laquelle le délai est décompté à compter du jour ouvré suivant à 8h00.

4.1. Délais d'établissement des devis

Des devis seront sollicités pour les produits non compris dans le Bordereau des Prix Unitaires. A réception de la demande de devis, le Titulaire dispose de **72h00 maximum*** pour le transmettre au service bénéficiaire de la commande. Au cas où le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter ce délai, il en informe l'administration et notifie au service demandeur dans les 24 heures à compter de la demande (heures ouvrées), les raisons du retard et le délai supplémentaire qui lui est nécessaire.

Chaque devis fera apparaître le prix public, le taux de remise sur catalogue (tel que détaillé dans le Bordereau des Prix Unitaires) et le prix remis. Les devis validés sont fermes et ne pourront en aucun cas donner lieu à revalorisation sur la facture.

Sous réserve de l'acceptation du devis, un bon de commande (EJ) sera alors émis par le service demandeur au Titulaire.

Le Titulaire n'est pas tenu d'établir des devis aux services de l'UHA si les produits demandés figurent dans le Bordereau des Prix Unitaires.

** Ou le délai indiqué par le Titulaire dans le « cadre de mémoire technique » si celui-ci est inférieur.*

4.2. Délais de livraison

Le délai de livraison est celui indiqué par le titulaire dans le cadre de mémoire technique. Ce délai commence à réception du bon de commande et ne pourra en aucun cas être supérieur à :

- **5 jours ouvrés maximum** pour les produits du BPU et les produits du catalogue, à l'exception ;
- Des gants jetables : sur devis ; si le délai proposé excède 3 semaines, l'Université se réserve le droit de commander chez un autre fournisseur ;
- Des aspirateurs et des chariots : **15 jours ouvrés maximum** ; et après accord des 2 parties sur une date retenue pour les formations.

Si la livraison des fournitures commandées ne peut être effectuée dans le délai prévu, le Titulaire est tenu d'informer l'émetteur de la commande à réception de celle-ci en précisant le(s) motif(s) et le délai

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 9
-----	--	-----------

supplémentaire qui lui est nécessaire. La justification du retard peut être acceptée ou refusée par l'Université de Haute-Alsace. **Tout délai non dénoncé dans les 24 heures ouvrées à réception du bon de commande sera considéré comme accepté par le fournisseur.**

Pour les commandes urgentes ou pour tout nouveau délai indicatif de livraison supérieur à 15 jours ouvrés (ou 25 jours ouvrés pour les produits hors-BPU), l'Université se réserve toutefois la possibilité de refuser ce délai supplémentaire et d'annuler de manière expresse, sans indemnités, tout ou partie de la commande. Le service demandeur pourra alors s'adresser au fournisseur de son choix.

En cas de dépassement de la date de livraison ainsi convenue, une pénalité de retard sera appliquée conformément à l'article 11 du présent C.C.P.

4.3. Rupture de stock

Si les fournitures commandées sont en rupture de stock, le titulaire, sous réserve de l'accord préalable de l'Université pourra assurer la livraison de la commande en plusieurs fois.

Le titulaire pourra également proposer, au même tarif, un produit de substitution de qualité au moins égale ou supérieure au produit commandé.

4.4. Conditions de stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Ainsi, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Le conditionnement et l'emballage répondent aux usages de la profession et sont à la charge du titulaire.

Les fournitures sont acheminées jusqu'aux différents sites de livraison de l'université.

Dans le cadre de la démarche de développement durable engagée par l'Université, le titulaire veillera à optimiser le volume de ses emballages et ses tournées de livraison. L'utilisation d'emballage mono-matériaux ou en carton recyclé est privilégié.

4.5. Conditions de livraison

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :

Les livraisons devront être effectuées à l'étage, dans les services et bureaux conformément **à l'adresse indiquée sur chaque bon de commande**. En complément à l'article 21 du CCAG/FCS, chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison où seront précisés :

- Le n° du marché, le numéro du lot,
- Le nom du titulaire du marché, son adresse et son téléphone,
- La date de livraison,
- La référence du bon de commande (EJ : engagement juridique), et la date de notification du bon de commande par le fournisseur,
- La nature des articles livrés, les quantités,
- La nature des articles et quantités restant à livrer si tel est le cas.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de commande / livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission au sens de l'article 30 du CCAG FCS et ne saurait remplacer la procédure prévue par l'article 5 du présent CCP.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 10
-----	--	------------

Il appartient au service destinataire de vérifier la conformité des quantités reçues avec celles du bon de commande, de consigner toute détérioration constatée sur le bordereau du transporteur et le cas échéant d'y mentionner le refus de ce dernier d'une vérification contradictoire.

Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur de l'établissement.

Dans un souci de développement durable, le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter et protéger les équipements.

Cette démarche conduit le titulaire à supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

4.6. Modalités de reprise des produits

Le titulaire devra mettre en place une procédure de reprise de colis dans le cas d'erreurs de distribution, dans le cas d'erreurs de livraison, de demandes d'échange de produits, de produits défectueux. Celle-ci devra être décrite dans son offre contractuelle. Cette procédure détaillée concernera tout aussi bien la reprise de fournitures en raison d'une erreur de commande, un échange, une erreur de livraison, une fourniture détériorée etc.

4.7. Lieux de livraison

Les fournitures devront être livrées aux points de livraison indiqués sur chaque bon de commande. Les livraisons seront assurées sur les différents sites indiqués en annexe 1 au présent CCP.

Le fournisseur est réputé connaître les locaux, les possibilités et horaires d'accès et les problèmes d'installation qui pourraient en découler.

Les colis seront correctement étiquetés.

Toute livraison égarée du fait du non-respect des modes et lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Dans le cadre de sa démarche de développement durable, les composantes/services de l'université ont été sensibilisés au fait de limiter les commandes de petits montants et de privilégier les commandes trimestrielles (semestrielles dans la mesure du possible).

Pour information, le **panier moyen** de commande s'élève à 435 euros / commande avec environ 58 commandes passées en 2019.

ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérifications sont effectuées selon les stipulations des articles 27 et 28 du CCAG-FCS. Toutefois, par dérogation à l'article 27.3, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire.

A l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend une décision d'admission tacite, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 11
-----	--	------------

ARTICLE 6 : GARANTIES ET MAINTENANCE

6.1. Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L. 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L. 1386-1 et suivants du Code civil (défectuosité des produits) et L. 221-1 et suivants du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent marché.

6.2. Garantie contractuelle

Les conditions définies à l'article 33 du CCAG-FCS s'appliquent à compte du jour de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger une fourniture de remplacement équivalente.

ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE (sous-traitance réservée aux marchés de travaux ou de services)

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à un autre prestataire qualifié, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'administration et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Aucune sous-traitance ne pourra être effective tant qu'elle n'aura pas été acceptée formellement au préalable par la personne publique.

A l'appui de l'acte spécial de sous-traitance, le titulaire du marché joindra, outre le détail du sous-traité, la déclaration du candidat et les attestations fiscales et sociales conformément à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 concernant le sous-traitant proposé.

Tout recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord de la personne publique expose le prestataire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

ARTICLE 8 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1. Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8.2. Avance

Les dispositions du Code de la Commande Publique s'appliquent.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 12
-----	--	------------

ARTICLE 9 : MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

9.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix de l'accord cadre sont des prix unitaires, fermes non révisables et non actualisables pendant une durée de 12 mois suivant la notification de l'accord cadre ou du marché subséquent.

Le marché est traité à prix unitaire en € (euros) HT et TTC limités à 2 (deux) décimales.

Les prestations relatives à la partie à bons de commande sont traitées à prix unitaires, exprimés en euro, appliqués aux quantités réellement commandées, livrées et acceptées par application des prix unitaires selon les stipulations du bordereau des Prix Unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation, aux frais liés à la reprise de colis et produits, de même que toute autre dépense nécessaire à l'exécution de la prestation.

Mois d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est fixée contractuellement à la date limite de dépôt des offres au pouvoir adjudicateur. Le mois de cette date ainsi déterminée est appelé « mois zéro » et correspond pour ce marché au mois de : **mai 2025**

9.2. Modalités de variations des prix de l'accord-cadre

Les prestations de l'accord-cadre seront rémunérées :

- Par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Articles hors-BPU : par application des tarifs indiqués sur le devis, avec application du taux de remise sur les tarifs publics identifié au BPU.

Les évolutions tarifaires décrites ci-après pourront se faire à la hausse comme à la baisse.

9.2.1. Bordereau des prix unitaires – clause de réexamen

Les prix unitaires conclus dans le cadre du marché sont des prix définitifs révisables.

Les prix unitaires du marché sont fermes pendant un an à compter de la notification du marché. Ils seront ensuite révisés (par ajustement) par référence aux tarifs publics du prestataire.

Sous réserve de la reconduction du marché, la révision est applicable à compter de la date anniversaire de notification du marché (la première révision aura donc lieu à l'issue des 12 premiers mois d'exécution). Pour les périodes de reconduction, les prix unitaires du marché sont révisés pour 12 mois à compter de la date anniversaire de notification du marché.

L'avis d'ajustement de prix devra être adressé par pli recommandé et par courriel (marches@uha.fr ou via plateforme de dématérialisation) par le Titulaire du marché au service achats et marchés publics de l'UHA, au **minimum deux mois** avant la date anniversaire du marché.

Cette demande de révision est impérativement accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution des prix (au regard des indicateurs définis à l'article 9.2.2).

A défaut de transmission des prix révisés dans les délais fixés ci-dessus, l'Université se réserve le droit de refuser la révision des prix, lesquels seront alors inchangés pour la nouvelle période du marché sans que le titulaire puisse élever de contestations sur ce point.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 13
-----	--	------------

L'Université dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. En cas de refus, la personne publique transmettra ses observations par courrier ou par courriel ou par la plateforme de dématérialisation.

Passé ce délai, le silence de la personne publique équivaudra à une acceptation de la demande de révision.

En l'absence de refus de la personne publique et dans le cas d'une reconduction du marché, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande du titulaire.

Chaque nouveau bordereau des prix émis se substitue au précédent, sauf désaccord de la personne publique, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Ces évolutions ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

9.2.2. Clause de sauvegarde :

L'Université se réserve le droit de rejeter toute demande de révision des prix d'un taux annuel d'augmentation supérieur à 3 % par rapport aux prix communiqués lors de la réponse à l'appel d'offres ou ne correspondant pas :

- Aux tarifs publics en cours appliqués par le Titulaire et/ou ;
- Aux dernières variations des indices du cours des matières premières, commerce extérieur, et tout autre indice justifiant la demande de révision tarifaires et/ou ;
- À l'évolution tarifaire appliquée au Titulaire par ses fournisseurs. De plus, le taux d'augmentation est apprécié par rapport à une évaluation annuelle des articles commandés ou susceptibles d'être commandés. Il peut y avoir rejet partiel d'une demande de révision, lorsqu'il est demandé, pour certaines références commerciales, une révision supérieure au taux maximal indiqué dans le présent article.

9.2.3. Opérations promotionnelles

Lorsque les produits entrant dans le champ du présent marché font l'objet d'opérations promotionnelles, le titulaire s'engage à en avertir directement les services effectuant les commandes 15 jours calendaires au moins avant le début de l'opération.

Si les prix promotionnels sont inférieurs aux prix remisés, le titulaire en fait bénéficier l'administration pendant toute la durée de l'opération.

9.2.4. Achats catalogue, hors bordereau des prix unitaires

A notification du marché, le Service achats et marchés publics de l'Université validera les pages du catalogue pour lequel des achats sont autorisés pour le lot concerné.

Le cas échéant, les services bénéficiaires de l'Université enverront un bon de commande (EJ) au titulaire, remise déduite sur le prix public et telle que définie au BPU.

Le titulaire est tenu de renvoyer les utilisateurs au BPU, si ces derniers commandent un produit ayant une finalité équivalente à un produit qui y est mentionné.

9.2.5. Achats hors catalogue, hors bordereau des prix unitaires

Pour ces achats, l'Université enverra une demande de devis au titulaire ; celui-ci fera alors un retour sous 72 heures maximum, mentionnant le prix public et le prix éventuellement remisé.

Il est rappelé que ces achats doivent rester dans le cadre des prestations inscrites pour le lot concerné.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 14
-----	--	------------

Le titulaire est tenu de renvoyer les utilisateurs au bordereau des prix unitaires, si ces derniers commandent un produit ayant une finalité équivalente à un produit qui y est mentionné.

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

A compter du 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises sont tenues à la facturation électronique de leurs prestations.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'établissement (196 811 665 00013) est nécessaire, ainsi que le numéro du/des bon(s) de commande transmis au Titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) à l'origine de la commande.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 15
-----	--	------------

Les factures, qu'elles proviennent d'un fournisseur français, européen dans la zone euro, européen hors zone euro ou étranger, devront être libellées dans l'unité monétaire du marché, qui est l'Euro. **La facturation intervient après l'exécution des prestations.**

10.2. Délai global de paiement et mode de règlement

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 11 : PENALITES

11.1. Pénalités de retard : émission des devis et des statistiques, installation et maintenance des distributeurs

En cas de retard pour l'émission des devis, statistiques et de non-respect des délais prévus à l'article 4 (et 3 pour les statistiques) du présent CCP, le Titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 100 € TTC**, si 3 retards sont constatés lors d'un même semestre (au bout du premier retard pour les statistiques).

Lot 2 : en cas de retard (délais fixés dans le cadre de mémoire technique) dans les interventions d'installation ou de maintenance curatives et préventives des distributeurs, le Titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 10 € TTC** par jour de retard et par opération d'installation/maintenance.

Ces pénalités commencent à courir dès la constatation du manquement et sans mise en demeure préalable.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., il n'est prévu aucun plafonnement ni exonération à l'application de ces pénalités journalières de retard.

11.2. Pénalités de retard de livraison

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1% de la valeur HT des marchandises en retard assortie d'un montant minimum de 10 € TTC par jour de retard.

Ces pénalités commencent à courir dès la constatation du manquement. De même, cette pénalité de retard s'applique pour les commandes ayant fait l'objet d'une demande de prolongation de délais et pour lesquelles le nouveau délai d'exécution n'est pas respecté.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le plafonnement est fixé à 30% du montant HT du bon de commande concerné et il n'est prévu aucune exonération à l'application de ces pénalités journalières de retard.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 16
-----	--	------------

En outre, une commande non livrée dans les délais, et ce quel qu'en soit la cause, pourra faire l'objet d'une annulation par l'Université qui se réserve alors le droit de commander chez un autre fournisseur.

Aussi, en cas de livraison d'un article non conforme et refusé par l'Université, il sera considéré comme non livré et les pénalités ci-dessus pourront être appliquées si non remplacé dans le délai maximal de livraison du Titulaire (qui court à partir des opérations de vérification et de l'information au Titulaire de la constatation de la nonconformité de la livraison).

11.3. Pénalités pour défaut d'information relative à un retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais prévus à l'article 4 du présent C.C.P. (informer l'administration du retard et notifier les raisons du retard au service demandeur dans les trois (3) jours ouvrés maximum à compter de la date de notification de la demande) le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 10 € HT par jour ouvré de retard et par ouvrage.

Ces pénalités commencent à courir dès la constatation du manquement.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., il n'est prévu aucun plafonnement ni exonération à l'application de ces pénalités journalières de retard.

11.4. Exécution par défaut

En outre, le Pouvoir Adjudicateur est autorisé à se fournir là où il le juge convenable, du seul fait du retard, du refus de livraison, ou de la livraison défectueuse non remplacée. Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du Titulaire du marché et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

11.5. Pénalités pour non-respect des obligations du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, une pénalité peut être appliquée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 17
-----	--	------------

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, conformément au Code la Commande Publique, en cas d'inexactitude des documents fournis pour prouver la non-interdiction de soumissionner à un marché public ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS., la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garanties des prestations.

ARTICLE 15 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

15.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service achats et marchés publics de l'Université de Haute-Alsace par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

15.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché

Le titulaire doit informer le service achats et des marchés publics de l'Université de Haute-Alsace de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 18
-----	--	------------

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex. E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr. Tél.03 88 21 23 23. Fax 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex. Tél. 03 83 34 25 62. Fax 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex. E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr Tél.03 88 21 23 23. Fax 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 18 : DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS

Toute correspondance relative à l'exécution du marché et toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution du marché qu'elle qu'en soit la nature, devra être signalée par écrit à l'adresse suivante : **Université de Haute-Alsace.**

Service achats et marchés publics
2 rue des frères Lumière
68 093 MULHOUSE cedex
marches@uha.fr

Les décisions engageant le PA pourront être prises par la ou les personnes désignées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché. Par dérogation à l'article 3.3 2ème alinéa du CCAG-FCS, toute décision écrite sera signée par le PA sauf habilitation de la ou les personnes désignées par le pouvoir adjudicateur.

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire du marché s'engage à fournir, après acceptation de son offre, les coordonnées précises (NOM, Prénom, adresse, téléphone, fax, adresse électronique) d'un correspondant privilégié de l'entreprise avec l'Université. Ce représentant devra être joignable à tout moment, aux horaires de travail (à minima de 8 h 00 à 17 h 00 du lundi au vendredi).

CCP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Fourniture de produits consommables et matériel d'entretien	Page n° 19
-----	--	------------

En application de l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du PA, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au PA dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Tout changement d'interlocuteur au sein des services du titulaire durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié au Service achats et marchés publics de l'Université de Haute-Alsace dans les meilleurs délais.

ARTICLE 19 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)

Les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données, et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 5 déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

L'article 11 déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 14 déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS

L'article 18 déroge à l'article 3.3.2^{ème} alinéa du CCAG-FCS